

Services Techniques//DB/AP/LS



ARRÊTÉ DU MAIRE

ARR25_0370 - Arrêté temporaire réglementant la circulation et le stationnement pour des interventions d'enlèvement des dépôts sauvages sur l'ensemble de la commune

Le Maire de la Commune de Montigny-lès-Cormeilles,

Vu la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2213-1,

Vu le Code de la route,

Vu le Manuel du Chef de Chantier sur la signalisation temporaire, volumes 3,

Vu l'arrêté de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, modifié par les textes subséquents,

Vu la circulaire 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier,

Vu l'arrêté ARR25_0334 du 11 décembre 2025,

Vu le Règlement de Voirie de la ville de Montigny-lès-Cormeilles, modifié par délibération du Conseil Municipal du 6 Décembre 2011,

Vu l'arrêté n° ARR24_322 du 6 décembre 2024 portant délégations de fonctions et de signatures à Monsieur Hafid IABASSEN, 10^{ème} adjoint au Maire,

Considérant la faible importance et le caractère indispensable et répétitif de certaines interventions, nécessitant certaines restrictions temporaires de circulation, dans le cadre de chantiers courants,

Considérant qu'il y a lieu d'assurer la sécurité des usagers, du personnel et de prévenir des accidents de circulation pendant la période de tels travaux,

Considérant que la Société PICHETA, intervenant pour le compte de la communauté d'agglomération Val-Parisis, 271, chaussée Jules César, à Beauchamp, assure des interventions sur la voirie du territoire communal,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté ARR25_0334 du 11 décembre 2025 est abrogé.

ARTICLE 2 : du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026, l'entreprise PICHETA est autorisée à exécuter l'enlèvement des dépôts sauvages sur le domaine public de la commune.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté est applicable pour une intervention entrant dans la définition d'un chantier courant, d'une durée maximale de cinq jours, et ne pouvant sur dérouler pendant les heures de nuit.

Un chantier est dit « courant » s'il n'entraîne pas de gêne notable pour l'usager. En particulier :

- Les chantiers ne doivent pas entraîner de déviation de la circulation,
- Les alternats de doivent pas excéder une longueur de 250 mètres,

Si une ou plusieurs de ces conditions ne sont pas remplies, le chantier est dit « non courant » et nécessite la prise d'un arrêté spécifique par l'autorité détentrice du pouvoir de police de circulation.

ARTICLE 4 : Afin de permettre la réalisation des travaux, les dispositions suivantes pourront être appliquées :

- Limitation de vitesse à 30 km/h ou à 20 km/h,
- Alternat réglé par feux tricolores ou gérés manuellement,
- Déviation des piétons,
- Interruption ou déviations des pistes cyclables,
- Interdiction de stationner et de dépasser dans l'emprise de chantier ou en approche de celui-ci.

ARTICLE 5 : Les restrictions de circulation seront annoncées aux usagers par une signalisation temporaire implantée par l'entreprise, située de part et d'autre de la zone concernée. Cette signalisation devra être occultée dans les périodes où aucune restriction ne persiste et sera éclairée la nuit dans le cas contraire.

Les chantiers ayant un impact sur les places de stationnement feront l'objet d'un affichage anticipé permettant aux riverains de prendre leurs dispositions concernant les véhicules.

ARTICLE 6 : La société s'assurera de ne pas entraver la circulation des services de secours, d'ordures ménagères et des bus de transport en commun, ainsi que pour l'accès aux propriétés riveraines.

Le libre cheminement des piétons et des personnes à mobilité réduite sera assuré en toute sécurité, sous la responsabilité de l'entreprise.

ARTICLE 7 : L'entreprise PICHETA s'engage à effectuer les travaux de remise en état à l'issue de son intervention suivant les règles de l'art et dans le respect des dispositions du règlement de voirie de la commune dans un délai de 2 mois maximum.

ARTICLE 8 : Cet arrêté est délivré jusqu'au 31 décembre 2026. L'autorisation peut être interrompue à tout moment par courrier recommandé par la Commune, notamment en cas de non-respect par le bénéficiaire des dispositions détaillées dans les articles précédents.

ARTICLE 9 : Les véhicules en infraction au présent arrêté pourront faire l'objet d'une mise en

N°ARR25_0370

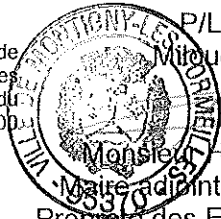
fourrière en application de l'article R 417-10 § II 10 du Code de la Route.

ARTICLE 10 : Le présent arrêté sera affiché sur les barrières de chantier par l'entreprise PICHETA. En aucun cas, l'arrêté sera scotché ou punaisé sur les arbres et/ou le mobilier urbain existant à proximité des travaux.

ARTICLE 11 : Madame la Directrice Générale des services et Madame la Cheffe de la police municipale sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Montigny-lès-Cormeilles,
le 23 décembre 2025

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité (publication, affichage ou notification), auprès du Tribunal administratif de Cergy-Pontoise (2-4, boulevard de l'Hautif – 95 000 CERGY) ou par voie dématérialisée, sur le site www.telerecours.fr.



P/Le Maire,

Mitoud GOUAL,

Monsieur Hafid IABASSEN

Maire adjoint aux Travaux, à la
Propreté des Espaces Publics et à
l'Entretien des Espaces Verts

Mis en ligne sur le site de la
ville le : 29/12/2025